



Conférence de presse de l'Alliance pour le dimanche du 25 juin 2013

Non à la journée de travail de 24 heures

Vania Alleva, coprésidente d'Unia et vice-présidente de l'Union syndicale suisse (USS)

Le Conseil fédéral et la majorité du Parlement prévoient de péjorer la loi sur le travail. Pour la première fois, il est question d'introduire la journée de travail de 24 heures dans le commerce de détail. Le travail de nuit et du dimanche va inéluctablement augmenter. Car la modification de loi mise aux urnes le 22 septembre prochain fera tache d'huile: les nouveaux horaires d'ouverture des shops de stations-service seront généralisés demain à tout le commerce de détail.

Des lois ou ordonnances allant dans ce sens sont déjà en préparation: la motion Lombardi contraint les cantons à prolonger les horaires d'ouverture de leurs commerces, tandis que la motion Abate vise à introduire à grande échelle le travail du dimanche. Dans le second cas, le Conseil fédéral cherche même à contourner le verdict populaire, en introduisant le travail du dimanche par voie d'ordonnance. Quant à la motion Bertschy, encore pendante, elle demande d'autoriser dans toute la Suisse la journée de travail de 24 heures dans les magasins d'une surface inférieure à 120m². Toutes ces interventions parlementaires contribueront à la levée par étapes de l'interdiction du travail de nuit et du dimanche inscrite dans le droit fédéral. Les perdants seront les vendeuses et vendeurs, déjà confrontés à des conditions de travail très pénibles.

Or la population ne veut pas d'une extension des heures d'ouverture des magasins. On le voit aux scrutins des dernières années, où les projets cantonaux de libéralisation ont échoué dans douze cas sur treize. Il est temps que le monde politique prenne acte de la volonté populaire!

Une vaste coalition s'est formée, sous la bannière de l'Alliance pour le dimanche, pour combattre activement cette libéralisation à marche forcée. Les organisations membres donneront aujourd'hui des informations sur les raisons de leur engagement.

Pour en savoir plus: Vania Alleva, coprésidente d'Unia, 079 620 11 14